

# Compte-rendu de la 2<sup>ème</sup> table ronde de la journée de rencontres économiques consacrée au Maroc.

Le Maroc comme hub pour l'Afrique.

Institut du Monde Arabe, le 25 novembre 2014.

*Un événement en partenariat avec l'Ambassade du Maroc en France, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements, Maroc Export, l'Office National Marocain du Tourisme et la Maison de l'Artisan du Maroc.*

## **Frédéric MAURY :**

Bonjour à tous, nous allons débiter cette seconde table ronde. Je m'appelle Frédéric MAURY, je suis rédacteur en chef des pages économiques à *Jeune Afrique*. Nous sommes réunis aujourd'hui afin de discuter du Maroc, qui se positionne comme un hub pour l'Afrique. Avant de présenter nos invités, j'aimerais introduire brièvement notre sujet. Il y a aujourd'hui depuis cinq à dix ans un immense intérêt qui émerge pour le continent africain. Un intérêt qui émane des investisseurs internationaux et des entrepreneurs locaux. L'attractivité du continent africain est à mon sens dû à son potentiel démographique et à l'important taux de croissance qu'il présente depuis près d'une décennie et qui ne cesse de progresser. L'Afrique, c'est cinquante-quatre pays avec une mosaïque de cultures et de particularités qui le rend difficile à appréhender. C'est sans

doute sur ce point que le Maroc de par sa culture et son origine géographique peut jouer un rôle spécifique. Cela représente un enjeu pour le Royaume qui demeure aujourd'hui économiquement dépendant de l'Europe. Je vais demander à nos invités de bien vouloir brièvement se présenter.

**Yacine FAL :**

Bonjour, Yacine FAL, je suis Représentante Résidente du Bureau National de la Banque africaine de développement au Maroc. La Banque africaine est le premier veilleur de fond du Royaume. Nous disposons d'un portefeuille d'environ 2,3 milliards d'euros sur 34 opérations dans différents secteurs, notamment dans celui des infrastructures.

**Driss BENHIMA :**

Driss BENHIMA, cela fait neuf ans que je suis Président du groupe Royal Air Maroc qui enregistre un chiffre d'affaires d'1,3 milliard d'euros.

**Leïla AOUJDAD :**

Je suis Business Development Manager à l'Agence Marocaine des Investissements en France. Il s'agit d'une agence étatique rattachée au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Notre mission est d'accompagner les investisseurs qui souhaiteraient s'implanter au Maroc.

**Xavier BEULIN :**

Xavier BEULIN, je suis agriculteur en France. Je préside le groupe Sofiprotéol, spécialisé dans les huiles et protéines végétales. Le groupe a fêté ses trente ans l'année dernière et développe une activité en France, à l'international et en particulier sur tout le bassin méditerranéen. Sofiprotéol est un groupe qui aujourd'hui, enregistre un chiffre d'affaires entre 7 et 8 milliards d'euros et nous espérons nous développer un peu plus en Afrique occidentale et subsaharienne.

**Frédéric MAURY :**

Merci à tous les quatre. Madame FAL, je vais tout d'abord m'adresser à vous afin de cadrer le débat sur cette croissance économique africaine. Il y aurait plus de 6% de croissance annuelle sur ce continent. Il est important de souligner que cette croissance est en grande partie due

à la consommation. Pourriez-vous en quelques minutes expliciter ce qu'est cette dynamique économique africaine ?

**Yacine FAL :**

Tout d'abord, cette dynamique se caractérise par un changement, mais également par une résilience. Les taux de croissance que vous avez mentionnés sont importants. Notons toutefois qu'ils se sont étalés sur une dizaine d'années. Par ailleurs, au-delà de cette stabilité macro-économique, il est à souligner que le continent change de par sa population nombreuse - 2 milliards d'habitants pour 54 pays en Afrique - et relativement jeune. Le continent va être en mesure de fournir une main-d'œuvre importante d'ici 2050. Aujourd'hui, le Maroc est après l'Afrique du Sud le second investisseur du continent. Il est à noter que l'Afrique représente un atout international et intéresse les États-Unis et l'Asie.

**Frédéric MAURY :**

Il y a un intérêt mondial pour l'Afrique et plus particulièrement provenant de deux pays Africains : l'Afrique du Sud et le Maroc. Pourriez-vous, Madame AOUJDAD, nous parler de l'accélération des investissements marocains en Afrique ?

**Leïla AOUJDAD :**

La majorité des stratégies sectorielles qui ont été placées au Maroc ont débuté entre 2008 et 2010 à travers divers secteurs de l'économie marocaine. Différents plans ont été développés, comme celui pour le commerce, avec des objectifs clairs en matière de création d'emplois et d'augmentation de PIB. Il y a également eu un plan logement, un autre pour les énergies renouvelables, dont l'objectif est d'augmenter de 40% la capacité de production locale d'énergie provenant de l'éolien et du panneau solaire. D'autres plans pour le secteur de la pêche et le Maroc vert ont été élaborés afin d'améliorer le rendement et la productivité agricole marocaine. Enfin, plus récemment un plan de compétitivité logistique et d'émergence industrielle nationale a été mis en place. Il en ressort le potentiel logistique du Maroc comme hub régional avec un fond méditerranéen et atlantique et des accords de libre-échange consolidés. Enfin, au cœur de la croissance économique marocaine il y a l'augmentation du « PIB industrie » à hauteur de 1,6%. Pour ce faire, des secteurs stratégiques comme l'automobile, l'aéronautique, l'électronique,

l'agroalimentaire et enfin le textile ont été mis en place. Depuis avril 2014 une vocation africaine a été donnée au plan national d'émergence industrielle. L'objectif est également d'accélérer le plan d'industrialisation de l'économie africaine en augmentant sa participation dans le PIB de 14 à 23% et en créant 500 000 nouveaux emplois. Nous avons donc des objectifs économiques clairs pour d'ici 2020.

**Frédéric MAURY :**

Quelle est la place de l'Afrique dans ces politiques ?

**Leïla AOUJDAD :**

Si nous prenons appui sur les chiffres, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Gabon absorbent à hauteur de 85% nos investissements directs. Le secteur des banques et assurances est prédominant. Le Maroc utilise sa connectivité logistique pour avoir accès à ces marchés, grâce notamment à des réseaux routiers performants, grâce également à des zones logistiques multiflux et à la qualité de sa connectivité aérienne. Le Maroc s'appuie également sur les accords de libre-échange en cours de validation avec l'Afrique centrale, la CEMAC, et l'Afrique occidentale et de l'ouest.

**Frédéric MAURY :**

Monsieur BENHIMA, vous dirigez l'une des entreprises marocaines les plus tournées vers l'Afrique. Pourriez-vous nous expliquer l'intérêt que peuvent avoir les grands groupes marocains pour ce continent ?

**Driss BENHIMA :**

Il y a plusieurs raisons qui font qu'aujourd'hui le Maroc se tourne vers l'Afrique. Tout d'abord, la position géographique du continent est stratégique et le pays présente une dynamique économique intéressante. Ensuite, la croissance africaine engendre une demande en matière de transport vers les autres continents qui mérite d'être satisfaite. Enfin, le marché entre le Maroc et l'Europe est fortement concurrencé par les compagnies à bas prix et les longs courriers ; dans un tel contexte, l'Afrique est devenue une option. L'idéal aurait été de mettre en place un partenariat entre la RAM, Tunisair et Air Algérie pour constituer une grande compagnie d'Afrique du Nord qui

concurrerait les géants existants, mais les réticences magrébines empêchent de concrétiser ce type de projet. Pour illustrer la réalité du marché :

- Les pays africains représentent depuis 2006, 16% de l'offre de Royal Air Maroc.
- La RAM est la 2ème compagnie après Emirates en termes d'offres sur le continent africain.
- Nous offrons 100 fréquences hebdomadaires sur 26 destinations subsahariennes.
- 3720 destinations atteignables en moins de 6 heures de transit depuis Casablanca.

Je tiens à souligner une dernière chose. Royal Air Maroc est une compagnie qui se veut solidaire et être la dernière compagnie à quitter un pays en crise.

**Frédéric MAURY :**

Je vous remercie pour votre réponse. Je voudrais juste être un peu provocateur et vous interpellier sur le fait que Royal Air Maroc, bien que desservant les pays touchés par Ebola, ne va pas organiser la Coupe d'Afrique des Nations.

**Driss BENHIMA :**

Il y a un risque sanitaire avéré. Ce n'est pas faire preuve de bon sens que de le prendre pour voir des gens jouer au ballon. Nous sommes solidaires, certes, mais responsables également.

**Yacine FAL :**

J'aimerais juste mettre en exergue le fait qu'il est essentiel de ne pas isoler économiquement les pays touchés par Ebola. Si ces pays touchés par le virus sont en plus isolés géographiquement, cela devient une catastrophe humanitaire.

**Leïla AOUIDAD :**

J'aimerais juste si vous me le permettez, parler du profil de l'investisseur marocain, qui, malgré les crises politiques et sanitaires qui touchent certains pays d'Afrique, réinvestit une grande part de ses bénéfices dans ces économies. Cela représente 90 millions. Il n'est donc pas opportuniste et croit au potentiel africain.

**Frédéric MAURY :**

Je vous remercie. J'aimerais donner la parole à Monsieur BEULIN. Est-ce qu'un groupe comme le vôtre peut aller en Afrique en utilisant le Maroc comme hub ?

**Xavier BEULIN :**

Bonjour à tous. Ce que nous envisageons aujourd'hui c'est de faire de Sofiprotéol un acteur de la région. Aujourd'hui, nous faisons 25 millions d'export depuis le Maroc vers des pays voisins comme la Mauritanie ou le Sénégal. Nous pouvons faire beaucoup mieux. Hormis cela, nous espérons faire du Maroc et même de la Tunisie et de l'Algérie des supports de « back-office », de logistique et d'excellence opérationnelle. Je pense que les deux rives de la Méditerranée peuvent contribuer à notre renforcement en matière d'alimentation.

**Frédéric MAURY :**

Nous venons de parler d'agroalimentaire. J'aimerais vous poser Madame FAL, la question suivante : y a-t-il des secteurs en particulier sur lesquels il peut y avoir une complémentarité évidente entre le Maroc et l'Afrique ou entre l'Europe, le Maroc et l'Afrique ?

**Yacine FAL :**

J'aimerais vous parler du secteur financier en particulier. Il y a aujourd'hui en Afrique un besoin d'infrastructures important qui ne peut pas être financé par le secteur public. Il existe donc des projets essentiels. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement il y a là encore, des besoins en infrastructures qui sont estimés à environ 50 milliards. Ces financements ne peuvent se faire que par le biais des fonds monétaires internationaux. La Banque africaine de développement a lancé le fonds « Africa 50 ». L'idée est de mobiliser des investisseurs institutionnels ou non, privés, pour investir dans ce grand chantier des infrastructures en Afrique.

**Frédéric MAURY :**

Je vous remercie Yacine FAL. Nous allons donner la parole à la salle.

**Xavier BEULIN :**

J'aimerais apporter un point de vue complémentaire. J'entends ce que dit Madame FAL, mais n'oublions pas le secteur agricole et agroalimentaire. Je tiens à souligner que depuis une vingtaine d'années les moyens consacrés au développement et au soutien agricole dans la partie amont, ont décliné. Il y a 25 ans, cela représentait 20 % de l'aide internationale, tandis qu'aujourd'hui cela ne représente plus que 4 %. Enfin, nous sommes également confrontés à une seconde difficulté ; la maille d'intervention est trop importante pour soutenir des projets locaux.

**Intervenant :**

Bonjour. Je suis journaliste. J'aimerais m'adresser à Driss BENHIMA. Au-delà du partenariat que Royal Air Maroc avait signé avec le Sénégal et les leçons que vous avez pu en tirer envisagez-vous aujourd'hui d'autres partenariats avec l'Afrique?

**Driss BENHIMA :**

La croissance africaine appelle à un marché intra-africain pour assurer une liaison entre les villes africaines, qui aujourd'hui sont très mal desservies. Nous avons une proposition pour une compagnie panafricaine qui compterait 15 avions. Toutefois, nous sommes confrontés à des réticences politiques importantes. Nous ne sommes pas prêts aujourd'hui à lancer de nouveau Air Afrique.

**Frédéric MAURY :**

Le projet que vous avez pour Air Afrique serait à capitaux publics ou privés ?

**Driss BENHIMA :**

Nous n'avons concrètement pas besoin de capitaux. Ce que nous souhaitons c'est un droit de trafic et de partager les bénéfices de ce réseau avec les pays qui nous seront partenaires.

**Intervenant :**

Bonjour, je vous remercie de votre intervention. J'aimerais poser une question à Madame FAL. Vous parliez tout à l'heure d'investisseurs institutionnels et non institutionnels. Je voulais

savoir si le mode d'investissement par crowdfunding commençait à avoir son impact et si vous l'anticipiez par rapport aux modes de financement classiques?

**Yacine FAL :**

Le crowdfunding ne me paraît pas être un mode de financement approprié. Si nous observons les moyens et méthodes aujourd'hui utilisés en Afrique, le développement du « Mobile Banking » par exemple, nous constaterons qu'une volonté africaine de tirer parti des technologies est présente. Le crowdfunding en Afrique dépend du type d'activité que l'on cherche à financer.

**Intervenant :**

Merci infiniment. Je me réjouis de constater que c'est autour du Maroc que s'organise la réflexion Europe, France, Méditerranée, Afrique. S'agissant du Hub, il y a celui des transports aériens, il y aura demain le hub des assurances et des banques. La question que j'aimerais poser à Xavier BEULIN porte sur les hubs de logistique. Il nous faudra bien un jour traverser le Sahel. Pourriez-vous Xavier, nous faire part de votre expérience sur la traversée du désert ?

**Xavier BEULIN :**

C'est une expérience que nous menons avec nos partenaires algériens depuis trois ans. Nous expédions des milliers de tonnes de sauces, produites à Dunkerque qui transitent par Alger et arrivent au Nigéria par le biais de convois qui empruntent la transsaharienne. La sécurité sur les routes empruntées reste une difficulté même si pour le moment l'armée algérienne encadre les convois.

**Intervenante :**

Bonjour, je suis Simone MECHICHE du groupe Sanofi, premier groupe pharmaceutique sur l'Afrique. Nous parlons aujourd'hui du développement économique du Maroc. La santé est à mon sens une forme de développement économique puisque les maladies menacent la productivité. Quel est le plan et quelle est la place de la santé et de l'investissement dans les infrastructures de santé marocaines ?

**Yacine FAL :**



La santé est un élément d'une importance capitale pour le développement économique de tous les pays d'Afrique. Toutefois, la santé ne concerne pas seulement les infrastructures. Avec la Banque africaine de développement nous investissons dans ce que nous appelons les véhicules de la croissance inclusive. Nous finançons le secteur de la santé, mais du point de vue des usagers des services de santé, car nous sommes dans l'obligation de prioriser. La santé fait partie des aspects nécessaires à cette croissance inclusive.

**Frédéric MAURY :**

Je remercie les invités de cette table ronde. Madame FAL, Madame AOUIDAD, Monsieur BENHIMA et Monsieur BEULIN.